

- 2) Les bovins seront acheminés par la voie la plus directe du port d'embarquement en métropole à Nouméa par navire convenablement lavé et désinfecté immédiatement avant leur embarquement, à la diligence du directeur des services vétérinaires métropolitains.
- 3) Pendant le transport maritime, aucun autre ruminant ou porc ne devra se trouver à bord.
- 4) Toute la nourriture et la litière des bovins pour la durée du transport maritime sera embarquée en métropole et proviendra d'une région indemne de fièvre aphteuse et autres épizooties du bétail, à la diligence du directeur des services vétérinaires métropolitains.

Article 6 - QUARANTAINE A L'ARRIVÉE EN NOUVELLE CALÉDONIE.

- 1) Le déchargement et le transport des bovins sur la station de quarantaine à l'arrivée en Nouvelle Calédonie se fera après visite sanitaire à bord et à la diligence du chef du service de l'Élevage et des Industries animales de Nouvelle-Calédonie après vérification de toutes les pièces zoosanitaires énumérées dans la présente réglementation. Les bovins seront extérieurement déparasités à leur entrée et à leur sortie de quarantaine sous la surveillance d'un agent du S.E.I.A.
- 2) Le navire transporteur sera aussitôt après le déchargement du bétail lavé et désinfecté sous la surveillance d'un agent du S.E.I.A.
- 3) A leur arrivée en Nouvelle-Calédonie, les bovins seront maintenus en quarantaine sur la station de zootechnie du service de l'Élevage à Port-Laguerre, pendant une période d'au moins 21 jours, en même temps que 4 jeunes bovins nés en Nouvelle-Calédonie ; pendant cette période, ils seront observés quotidiennement.

La levée de la quarantaine sera décidée par le vétérinaire chef du service de l'Élevage et des Industries animales après examen clinique des bovins.

Article 7 - COMPLEMENTS.

Les articles 7, 8, 9, 10, 15 et 38 de la délibération n° 67 du 26 janvier 1968 rendue exécutoire par arrêté n° 333 du 31 janvier 1968 s'appliquent à l'exécution de la présente délibération.

Délibéré en séance publique le 17 décembre 1970

Un secrétaire,
L. Waneissi

Le président,
J. Lèques

ARRETE n° 2955 du 22 décembre 1970 rendant exécutoire la délibération n° 291 du 17 décembre 1970 modifiant et complétant la délibération n° 105 du 9 août 1968 réglementant le régime et la lutte contre la pollution des eaux en Nouvelle-Calédonie.

Est rendue exécutoire la délibération ci-après annexée de l'assemblée territoriale n° 291 du 17 décembre 1970 modifiant et complétant la délibération n° 105 du 9 août 1968 réglementant le régime et la lutte contre la pollution des eaux en Nouvelle-Calédonie.

DELIBERATION n° 291

L'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie délibérant conformément aux dispositions du décret n° 57-811 du 27 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale en Nouvelle-Calédonie,

Vu le décret 54-1110 du 13 novembre 1954 modifié par les décrets 55-638 du 20 mai 1955, 57-242 du 24 février 1957, 57-859 du 30 juillet 1957 portant réforme du régime des substances minérales dans les territoires d'outre-mer, et appelé décret minier,

Vu la délibération n° 128 du 22 août 1959 rendue exécutoire par arrêté n° 948 du 29 septembre 1959 et fixant les conditions d'application du régime des substances minérales en Nouvelle-Calédonie,

A adopté dans sa séance du 17 décembre 1970 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE - PENALITES.

L'article 21 de la délibération n° 105 du 9 août 1968 rendue exécutoire par arrêté n° 2117 du 16 août 1968 est modifié de la façon suivante.

Les contrevenants aux dispositions des articles 6, 7 - 10 et 12 sont passibles des pénalités prévues pour la 4^{ème} catégorie d'infraction.

Les contrevenants aux dispositions des arrêtés pris en application des articles 13 et 14 sont passibles des pénalités prévues pour la 6^{ème} catégorie d'infraction par l'arrêté du 5 février 1958 susvisé et en cas de récidive pour la 7^{ème} catégorie d'infraction.

Délibéré en séance publique, le 17 décembre 1970

Un secrétaire,
L. Waneissi

Le président,
J. Lèques

ARRETE n° 2957 du 22 décembre 1970 rendant exécutoire la délibération n° 294 du 18 décembre 1970 fixant les prix de cessions de parcelles de terrain dépendant du lotissement industriel de Ducos, autorisant des ventes sous condition résolutoire de mise en valeur, une vente de gré à gré, et des concessions d'endiguage.

Est rendue exécutoire la délibération ci-après annexée de l'assemblée territoriale n° 294 du 18 décembre 1970 fixant les prix de cessions de parcelles de terrain